

a.p.l. périodique nantes cppap 54 701 Dir. M. Clavel Imp. Spé. A.P.L.



CHEIX - EN - RETZ

*succès du
rassemblement.*



NUCLEAIRE

*contre la centrale
union des ouvriers
des paysans et
des pêcheurs.*

146
22 JUIN 76
1,50 F.

TREFIMETAUX

le clou d'la semaine: un vice de forme.



AU MENU cette semaine

Ouvriers

- Page 2 - Tréfinétaux de retour de St Nazaire...
Page 3 - St Nazaire : les Nouvelles Galeries en grève.

Femmes

- Page 4 - Fermeture d'un foyer de Jeunes Travailleuses à Nantes.
- Coordination femmes: propositions.
Pages 4à5 - Bilan du week-end femmes du 5 et 6 juin.
Pages 6&è - Ce qui se passe au Centre de Planning de St Jacques

Ecole

- Pages 8à10- Para-Pora vont à l'école: le point sur le mouvement étudiant à Nantes
Page 11 - CFDT enseignement privé: la grève du 15 juin

Paysans Page 11 - 2 000 personnes au Bois aux Moines

Environnement Page 12 - Non à la Centrale Nucléaire du Pellerin

Libre Opinion

Pages 13&14-Le Congrès CFDT à travers l'Union Régionale Pays de Loire.

Immigrés

Pages 15&16- 50 foyers Donacotra eh grève depuis 17 mois - meeting

International

Page 17 - Basques internés à l'Ile d'Yeu (suite)
Page 17&18- Afrique du Sud: campagne Anti-Ouspan.

Armée: Page 18 - poème de Daniel Hoareau.

DE QUOI S'OCCUPER

- Vendredi 25 juin * Meeting de soutien aux grévistes des foyers Sonacotra 20h30 organisé par le Comité Place Maison des Jeunes des Dervallières.
Samedi 26 juin * Rassemblement anti-nucléaire 15h Place de la Petite Hollande Nantes
Sam.Dim 26&27 * Coordination Femmes à partir de 14h à la Plingetière St Aignan de Grandlieu
* Fête du Peuple Breton à Langolvas à partir de 20h (près de Morlaix)
* Week-end d'information du Centre Nantes Tiers Monde à partir de 15h à Salem (St Léger les vignes)
Dimanche 4 juillet* Pique-nique de soutien aux Sachots à la Ménanerie aux Epesses
* Pique-nique du Comité de soutien Eon-Foucaud 10h30 Beaulieu (Savenay)

"Non aux oranges Ouspan" Film débat

- * Jeudi 24 - 20h30 Centre Jean Macé
Vendredi 25 - 20h30 Maison des Jeunes de Rezé
Samedi 26 - Centre social Bellevue La Bernardière

TREFIMETAUX

« NOUS LUTTERONS JUSQU'AU BOUT
POUR DÉFENDRE NOS DROITS »

La journée de jeudi a été bien chargée pour ceux et celles de Tréfi. Le procès des 12 femmes était préparé et attendu depuis longtemps. Pendant plusieurs semaines de nombreux ouvriers avaient fait circuler la pétition de soutien ("on avait chacun la nôtre") organisé des collages, confectionné banderolles et pancartes, participé à la caravane de popularisation etc...etc...

3 CARS DE TREFI !

Trois cars (environ 140 travailleurs et travailleuses de Tréfi) sont partis de Couéron; une des inculpées manque à l'appel elle a accouché le mercredi 16. Les autres portent en biais un bandeau: "Liberté"

Dans le car, on chante sur la mère Deschamps (femme du directeur), sur les salaires de misère à Tréfi, pour la "relaxation" des inculpées (voir chanson), l'Internationale, on hue les 4L de flics qui se trouvent au croisement des routes. Des "droit aux femmes de lutter" se mêlent à des "on s'en fout d'attraper la vérole"

SOLIDAIRES DES FILLES DES NOUVELLES GALERIES

A la gare, on retrouve ceux qui sont venus en voiture et une délégation de l'UFF Couéron. Environ 200 ouvriers de Tréfi sont venus à St Nazaire (pour certains, c'était la première fois)

La manif part aussitôt, avec des banderolles et des pancartes surtout axées sur la lutte des femmes:

"Les femmes solidaires de leur mari, ce ne sont pas des criminelles"

"Acquitement des 12 femmes, leur lutte est juste, les femmes vaincront"

"Droit de lutter pour les femmes, la lutte des femmes est juste"

"Droit de lutter pour les femmes, la lutte des femmes est juste"

et aussi;

"Non à la justice de classe"

"Nos libertés syndicales"

"Echec à la répression" etc,etc..

En passant devant les nouvelles Galeries en grève pour 200 Fr d'augmentation, la manif s'arrête. Les chefs sont aux caisses, les filles distribuent des tracts de popularisation. Le PCF arrive à lancer :

"Unité, action, Programme Commun"

Après une heure de manif, on arrive au FJT où il est prévu de déjeuner. Au bar avant de manger, les militants de la cellule du PC de Couéron se serrent les coudes et crient dans un coin "Berlinguer, Berlinguer, Berlinguer".

TREFI COUPABLE, NON LIEU POUR LES FEMMES !

Avant d'arriver au Palais de Justice ça commençait à chauffer fort sur le mot d'ordre "Trefi coupable, non-lieu pour les 12 femmes" et en arrivant devant, l'Internationale à pleine voix. Les grilles étaient enchaînées et verrouillées; les flics laissent passer 5 par 5 une cinquantaine de personnes qui insistent.

A l'appel des noms, le témoin de la direction est hué par la salle, mais nous n'entendons presque rien car le président parle aussi bas que possible et très vite en plus l'ambiance monte à l'intérieur.

Au bout de 5 mn "la Cour" se lève... On ne comprend pas, les avocats expliquent à ceux qui arrivent à les joindre: "les femmes ne peuvent pas être jugées car la procédure d'instruction n'a pas été menée de façon légale""la plainte du directeur reste mais l'instruction devra être reprise". "Nous le savions bien mais vu le rapport

GRILLES FORCÉES

de force possible nous préférons que l'affaire soit jugée sur le fond"

...Grnde confusion car dans la salle on croit que le procès est simplement suspendu. A ce moment à l'extérieur, les grilles sont forcées principalement par les travailleurs de Tréfi. Les femmes inculpées sortent et se montrent à la foule. Discours du gars de l'UD CGT, de l'UL St Nazaire (Texier qui n'a pas oublié de parler du programme Commun) et une simple phrase d'une inculpée:

"Nous ne nous laisseront pas faire, nous lutteront jusqu'au bout pour défendre nos droits"

2000 !

Défilé dans St Nazaire, plus de 2000 personnes, banderolles de nombreuses sections syndicales : CGT SNIAS, PTT, Saunier Duval, AFO, etc... banderolles des Femmes Travailleuses en lutte, de Révolution, pancartes de l'UFF du Nord, de la région parisienne, de Loire-Atlantique, drapeaux bleu-blancs-rouges des Jeunesses Communistes

Le mot d'ordre le plus unifiant de la manif du matin: "A bas la justice au service des patrons", quand il était lancé par la CGT Tréfi se faisait recouvrir par quelques rangs de syndiqués CGT astucieusement placés là qui lançaient " Unité, Action, Programme Commun" **POING LEVÉ !**

L'internationale avec tous ses couplets (dont le texte circulait dans la manif) était la plus reprise avec poing levé (ce qui n'est pas tout à fait dans la ligne du XXIIe Congrès du PC)

CONTRÔLE DU PC

Notons que l'absence d'un fort soutien autonome de l'extrême-gauche a permis au PC de contrôler en grande partie le déroulement de la manifestation de l'après-midi

Une délégation a été reçue à la sous-préfecture. Un camarade de Tréfi l'a racontée et de nouveau, G. Texier le permanent de l'UL St Nazaire a repris le micro pour remercier individuellement et personnellement tous les pontes présents. Dislocation, départ des ouvriers de Tréfi à la Bourse où les femmes sont invitées à boire par l'UL St Nazaire.

DÉBRAYAGE DE SOLIDARITÉ AUX CHANTIERS DE ST. NAZ.

Rendez-vous était donné aux Chantiers où les ouvriers débrayaient une 1/2 h

de solidarité à 16 h30. Deux délégués de Tréfi et un des Chantiers s'adressent à la foule. L'ambiance n'était pas terrible. En gros les gars ne faisaient que passer, et de des délégués de Tréfi se demandaient s'il n'aurait pas mieux valu donner rendez-vous au moment du débrayage devant le Palais de Justice, car là, avec les gars qui se seraient déplacés la discussion aurait peut-être été plus possible.

13 000 SIGNATURES !

Malgré une certaine main-mise du PC sur la manifestation de l'après-midi, le nombre des participants, la forte combativité, le grand nombre de pétition (environ 13 000,) les 40 lettres de soutien dont les paysans de Cheix-en-Retz, Vent de la Zone, Femmes Travailleuses en lutte... en font une journée positive

Pour une analyse plus complète du déroulement de la lutte -(mobilisation dans l'usine, comité de soutien, rôle du PC, faiblesses de l'extrême-gauche, on essaiera une prochaine fois.

OUEST-FRANCE AVEUGLE !

DERNIERE MINUTE: Ouest-France n'a vu que 100 personnes dans son compte-rendu. Vendredi 19.16h30 une délégation des ouvriers de Tréfi proteste à la direction du journal.

ST. NAZAIRE :
FEMMES EN GRÈVE :
200 F POUR TOUS !

Depuis un mois ,aux Nouvelles Galeries de St Nazaire, les délégués du personnel tentent d'obtenir une augmentation de salaire pour tout le personnel. Aucun résultat n'a pu être obtenu.

Depuis le début de l'année, nous n'avons eu que 4,75% d'augmentation, avec un minimum de 75 Fr

Il faut que vous sachiez que nos salaires sont extrêmement bas :

- pour les catégories 1 et 2 c'est 1459 Fr par mois
- pour une vendeuse qualifiée c'est 1517 Fr par mois
- pour une caissière 1er échelon, c'est 1562 Fr par mois
- pour une caissière 2eme échelon, c'est 1652 Fr par mois

CGT-CFDT

FERMETURE D'UN FOYER DE JEUNES TRAVAILLEUSES.

- L'AVENIR DES 2 AUTRES ?

Un des trois foyers de l'A.N.F.J.T. de NANTES, ferme ses portes : le foyer CHANTECLERC, comme la plupart des autres foyers, il a été construit par les H.L.M. sur un terrain ne leur appartenant pas. Ce foyer a été bâti sur un terrain des P.T.T. Ces derniers décident de le reprendre pour faire une maison d'hébergement pour leurs stagiaires.

ET QUE DEVIENNENT LES RÉSIDENTES ?

Le délai accordé n'étant que de trois mois, il faut faire vite.

- Les anciennes résidentes sont relogées, dans la mesure des possibilités, à PORTE-NEUVE (autre foyer) en bloquant les entrées de jeunes travailleuses arrivant sur Nantes. QUE VONT-ELLES FAIRE ?

- Les autres sont acceptées en priorité aux H.L.M., mais il n'y a pas d'appartements

de libre. Même avec ces solutions proposées, il reste une cinquantaine de filles à reloger avant le 1er juillet.

La fermeture de ce foyer sur Nantes pose le problème de la SURVIE des deux autres, et de moins en moins de maisons d'accueil pour les jeunes qui travaillent sur Nantes.

Pourtant ces foyers sont nécessaires aux jeunes car ils n'arrivent pas à satisfaire les demandes d'hébergement.

Notons que ce n'est pas un fait local, mais national (deux foyers ferment en banlieue parisienne, un autre à Clermont-Ferrand). Tous ceux qui ont des adresses de logement peuvent le signaler au Foyer CHANTECLERC, en évitant de passer par les agences. La meilleure preuve de soutien des Foyers de J.T. c'est de travailler aux activités qui s'y déroulent.

Des résidentes et résidents.

COORDINATION FEMMES : PROPOSITIONS

Des groupes de femmes qui se réunissaient depuis la préparation du forum des éducateurs s'étaient fixé comme objectif de soutenir les femmes inculpées pendant la grève de Tréfinmétaux, et des femmes des Dervallières qui veulent utiliser les possibilités de formation continue.

Tréfinmétaux

Nous avons par la suite rédigé un tract de soutien, deux d'entre nous sont allées interviewer des femmes inculpées (interview publiée dans l'APL la semaine dernière). Plusieurs sont allées passer la journée de mobilisation à St Nazaire et ce qu'on y a vu nous a fait réfléchir... sur ce qu'on a fait, ce qu'on aurait dû ou pu faire.

On propose de commencer le Week-end de coordination du 26/27 à 14 H par cette question.

Ca serait bien que les femmes qui souhaitent en discuter sérieusement viennent au début du week-end (tout le monde ne peut pas rester le week-end entier).

Ca aura lieu :

à La PINGLETIERE ST AIGNAN DE GRANDLIEU
(1 km à gauche avant le Bourg)
samedi à partir de 14 H.

(l'hébergement et les repas peuvent être pris sur place).

Pour tous renseignements, contacter :
Catherine DOZOL, 11, rue J.J.Rousseau.

BILAN DU WEEK-END FEMMES.

Le 5 et 6 juin, s'est tenu un week-end de coordination de certains groupes femmes existant sur Nantes.

POURQUOI CE WEEK-END ?

A l'initiative du groupe de lycéennes de la Galissonnière, un projet de coordination a été lancé. A partir de là, une réunion de préparation a eu lieu le 12 mai, réunion à laquelle tous

les groupes femmes connus existants sur Nantes avaient été conviés. Suite à cette réunion a été proposé un week-end de coordination sur des bases élaborées en commun.

Certains groupes ont refusé de venir à ce week-end, et notamment ceux qui ont participé à l'élaboration du forum sur la sexualité à l'école d'Archi, pour les motifs suivants :
- date proposée pour le week-end prématurée
.....

car ces groupes envisageraient d'avoir une action à propos de l'affaire des Dervallières et de Tréfimétaux. (Mais ces actions n'auraient-elles pas pu être envisagées de façon unitaire pendant ce week-end ?).

- Remise en cause de l'efficacité d'une coordination sur les thèmes qui nous propositions (sexualité, maternité, séduction, viol, les femmes et l'emploi...).

Ce week-end a regroupé une trentaine de femmes appartenant à différents groupes fonctionnant depuis un ou deux ans :

- groupe lycéenne;
- groupe étudiante,
- groupe enseignantes,
- groupe de la Galissonnière,
- Femmes 44,
- groupe inspection académique,
- groupe PTT,
- + 5 femmes du M.L.F.

DÉROULEMENT DU WEEK-END

1 - Bilan des différents groupes

• a la lecture de chaque bilan, nous nous sommes aperçues que nous avions la même histoire, une pratique semblable et qu'il en résultait une prise de conscience féministe permettant à chacune de s'exprimer et d'être entendue. (ceci est apparu très clairement dans les discussions spontanées que nous avons eues en dehors des réunions de travail.

• D'autre part, un problème commun à tous les groupes est apparu : celui de l'intervention, problème qui s'est posé de manière différente selon la nature des groupes (groupes d'affinités ou liés à un secteur précis.) Ces difficultés ont été rencontrées très précisément au cours d'interventions : tract à l'occasion de l'élection de la Reine des PTT, tract sur les jouets au moment de Noël, réunion publique dans les lycées, intervention à la faculté sur la prise de parole en A.G.

2 - PERSPECTIVES

Au terme de ce week-end, nous avons ressenti la nécessité de continuer et élargir cette coordination sans qu'elle devienne une centralisation du mouvement des femmes. Nous tenons à ce que chaque groupe puisse garder sa spécificité et sa propre dynamique.

Au cours des discussions est apparue également la nécessité d'ouvrir une Maison de femmes :

- Lieu de réunion de toutes les tendances et tous les groupes de femmes,
- Lieu d'initiatives de luttes unitaires affirmant l'existence d'un mouvement de femmes sur Nantes.

Nous avons enfin envisagé la parution d'un bulletin qui soit le reflet des débats et des luttes de femmes.

Nous aimerions que ces propositions soient débattues par tous les groupes de femmes (sans doute faudra-t-il une nouvelle coordination à la Reentrée ?).

Nous avons appris l'existence d'un week-end le 25 et 26 juin s'adressant aux groupes de femmes de Nantes. Nous nous posons un certain nombre de questions : De qui vient l'initiative de ce week-end ?

Comment participer à sa préparation ? (problèmes matériels, thèmes de travail abordés, dans quel cadre ?).

En tant que groupe de femmes nous participerons sur la base du bilan élaboré ci-dessus.

Nous espérons que ce week-end permettra d'échanger nos expériences et de concrétiser les perspectives pour la Reentrée.

Groupes ayant participé à la coordination du 5 et 6 juin.

* Un bulletin regroupant les bilans des différents groupes et celui du week-end sera bientôt à la disposition des femmes.

CENTRE NANTES - TIERS MONDE

Invite tous ceux et celles qui s'intéressent à ses activités et à ses projets à venir échanger sur ceux-ci. Dans le cadre d'une permanence, qu'il tiendra à la campagne à Salem. - du samedi 26 Juin à partir de 16h. jusqu'au dimanche 27 à midi. (possibilité de pique-nique et de coucher, style camping)
Pour aller à Salem St Leger-les-Vignes. prendre la route de Pornic, à la sortie de Nantes-sud. Après Bouaye, à 2kms. environ, vous trouvez un pressoir à votre gauche, vous

prenez alors la première route à droite, la maison est dans les vignes.

N'ATTENDEZ PAS L'ENERGIE SOLAIRE

Un montage sur Pechiney-Ugine-Kulhman, (PUK) multinationale, attend des énergies pour voir définitivement le jour.

Ce qui se passe au Centre de - PLANNING - DE

St JACQUES -

Il y a plus d'un an, nous avons fait l'analyse que la loi Veil était une loi de classe qui ne résolvait rien pour les femmes des milieux défavorisés.

Depuis, les faits nous ont donné raison : dans les quartiers, un nombre important de femmes ne trouvent pas de solutions dans le cadre de la loi Veil. Au MLAC, par exemple, continuent de venir les femmes les plus démunies : chômeuses, mineures, immigrées, femmes ayant dépassé les délais par manque d'information.

En plus, le pouvoir inculpe des militantes du MLAC d'Aix.

C'est pour toutes ces raisons, que nous avons fait une enquête à St Jacques pour aussi dans notre ville, voir ce qui se passe, plus d'un an après le vote de la loi Veil.

Il aura fallu beaucoup de choses pour que l'hôpital St Jacques de Nantes accepte d'ouvrir le centre d'interruption de grossesse. Il a fallu que le planning Familial dénonce la non-application de la loi, que le MLAC accompagne des femmes au CHU pour exiger qu'elles s'y fassent avorter.

Maintenant ce centre existe à l'hôpital St Jacques...

...MAIS,

La loi Veil n'est pas vraiment appliquée à St Jacques. Les avortements se pratiquent jusqu'à la 10ème semaine (exceptionnellement 11 semaines) alors que la loi prévoit jusqu'à 12. Tant cela par manque de moyens.

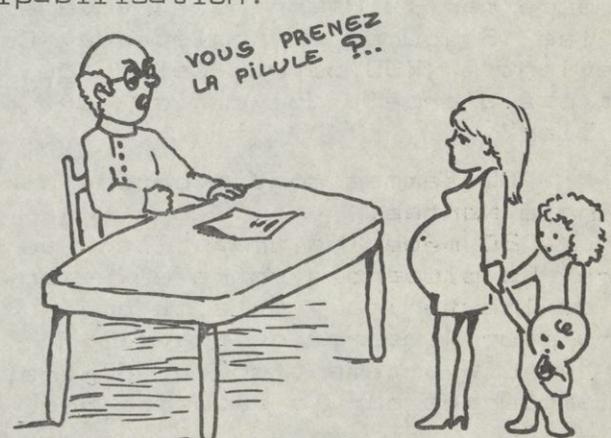
- pas d'anesthésiste,
- pas de service, ni de lit pour pratiquer les curetages
- le refus du CHU (où se trouve Lerat) de prendre aussi en charge les interruptions de grossesse.

LA DEMARCHE QUE DOIVENT SUIVRE LES FEMMES :

Les femmes doivent se présenter au centre de contraception et d'interruption de grossesse où y téléphoner. Là, un rendez-vous leur est donné pour une semaine plus tard.

La lettre de demande d'avortement prévue par la loi n'est pas exigée. Lors de ce rendez-vous, elles voient un conseiller qui selon la loi est chargé de dissuader la femme qui vient se faire avorter. Tous les conseillers de St Jacques n'appliquent pas cela, beaucoup même détournent totalement le sens donné à cet entretien prévu par la loi.

La femme a une discussion avec le conseiller, sur la motivation de son avortement et aussi sur la contraception. Mais nombreuses sont les femmes qui se sentent humiliées par cette démarche. Cela dépend des conseillers qu'elles ont vu. De toute façon, elles se retrouvent seules face à leur avortement, leur problème est totalement individualisé et elles risquent d'être influencées par une tentative de dissuasion et de culpabilisation.



Un essai de discussion collective a été fait, c'était bien, mais comme il y a trop de demandes pour le petit nombre de personnel et les locaux trop petits, il a fallu aller plus vite. La tentative de discuter collectivement avec les femmes a été écartée...

7 FEMMES

Chacun reste donc confiné dans son rôle, le médecin dans le sien, le conseiller aussi, la femme restant aussi seule face à son problème.

Après cette entrevue, elles voient le médecin qui contrôle leur état physique et 8 jours après, elles ont le rendez-vous pour l'interruption.

Après l'avortement, on leur prescrit la pilule pour 1 mois, pour aider à la cicatrisation de l'utérus.

15 jours après l'avortement, elles reviennent presque toutes pour discuter de la contraception choisie, et pour un examen pour les suites de l'avortement.

3 mois après, elles doivent revenir au centre pour voir avec les conseillers comment est assumé la contraception, mais 20 % seulement reviennent.

7

Les femmes ne doivent pas fournir l'accord du mari, MAIS,
- les mineures sans autorisations parentale sont refusées.

- les femmes qui n'habitent pas Nantes et sa région sont aussi refusées.

Les femmes qui n'ont pas été acceptées à St Jacques sont envoyées en groupe par le Planning (1 voyage tous les 15 jours) en Angleterre. Cela revient à 1700,00frs. Celles qui n'ont pas d'argent doivent se "débrouiller".

- 60 femmes sont avortées par semaine à Nantes.

- 20 médecins travaillent au centre. La plupart d'entre eux viennent de l'extérieur, et sont payés 90 frs pour 4 heures de travail.

- L'avortement coûte 400 frs, non remboursés par la Sécurité Sociale.

Pourtant il existe une prise en charge pour les plus démunies, mais bien que cela soit un droit, elle est difficile à arracher à l'administration de l'hôpital.

Nous l'avons obtenu pour des femmes que nous avons accompagnées à St Jacques, mais on imagine facilement qu'une femme seule face à l'administration et de plus venant de

subir l'interruption de grossesse, soit désespérée et n'ose pas insister pour l'obtenir.

C'est la méthode Karman qui est utilisée.

Parmi les médecins, certains sont opposés à avorter une femme qui aurait déjà subi une interruption de grossesse à St Jacques, parce que disent-ils "on leur a déjà donné la possibilité une fois d'être responsable !". Ceux-là oublient trop facilement qu'on n'efface pas en un an, les années de campagne mensongère sur la pilule ; ceux-là oublient que sur les quartiers par exemple, certaines femmes doivent prendre la pilule en cachette du mari !

La situation de l'avortement à St Jacques n'est pas du tout un cas isolé !

- Actuellement, le gouvernement organise une enquête nationale sur l'avortement en France.

- Une campagne de presse a été orchestrée contre l'avortement.

- Laissez-les Vivre s'en est donné à cœur joie (campagne d'affiches et la recherche des mots d'ordre "pas d'enfants pas de retraite !").

- Le gouvernement s'alarme sur la baisse de la natalité !

La loi Veil doit être révisée dans 3 ans !!!...

On nous prépare peut-être un retour vers la loi de 1920 ?...

GROUPE FEMMES NANTES-NORD.

(Suivant des témoignages de femmes sur les avortements à St Jacques.



7

PARA-PORA VONT À L'ÉCOLE

PREAMBULE

Ce texte tente de faire le point sur la situation du mouvement étudiant ; il ne constitue en aucune manière un bilan mais une réflexion s'inscrivant dans la lutte actuelle.

Pour le Pouvoir, la lutte dans le milieu universitaire découle de la même logique que la reprise en main de toutes les autres institutions : mise en place d'un pouvoir fort s'appuyant sur un large consensus de la petite et moyenne bourgeoisie. Dès lors, le mouvement étudiant est un ennemi important dans la bataille idéologique que mène le Pouvoir pour sa pérennité.

A) MOTIVATION ÉTUDIANTE

Tout en n'approfondissant pas les contradictions inhérentes au milieu étudiant, dûes à sa position ambiguë dans la lutte des classes, on peut dégager deux points :

1) Perte de légitimité de l'Institution.

a - Le circuit scolaire est une institution de "PARKING", les étudiants se trouvant en position d'attente face au chômage, que d'ailleurs ils retrouvent d'une autre façon en fin d'études. Il s'agit alors d'un chômage relatif : les étudiants ne trouvant pas à s'intégrer socialement au niveau auquel ils croient pouvoir prétendre.

b - Le discours mandarinal complètement séparé de la réalité sociale perd de sa légitimité pour les étudiants en ne leur permettant pas d'insérer socialement ; cette distanciation que les étudiants ont par rapport au savoir est due également à la perte de légitimité des autres institutions (justice, école, etc...).

2) Banlieusardisation.

a - De l'institution.

La perte de légitimité, alliée à une déqualification réelle des étudiants fait de l'Université une banlieu du système de formation : les vrais cadres de la Nation seront formés dans les écoles et autres Instituts.

b - Des formes de contestation.

De plus en plus s'effectue une rupture avec une contestation "normalisée" -celle-ci préférant l'action verbale et les pressions par motions est le fait du PC PS et autres réformistes dont le but est de préserver l'institution coûte que coûte, elle est reconnue, sinon appréciée du pouvoir.

- D'autre part, une contestation "a-normale" plus radicale, et qui empêche la réa-

lisation des objectifs de la Droite et de la Gauche ; pour ces derniers il s'agit de contestataires de droit commun, de délinquants, de malades mentaux, d'inconscients qui n'ont pas fait d'analyse politique ; ils sont dès lors passibles de : Conseil de Discipline, de matraques, et d'être contrôlés par des flics, des vigiles et autres barbouzes (à noter que le SNESUP et le SGEN de Lettres ont proposé explicitement à leurs syndiqués de jouer ce rôle).

B) RÉACTION DE L'INSTITUTION

1) Le Pouvoir

Il réagit dans le cadre de la reprise en main de l'appareil d'Etat :

a - en ne pouvant tolérer sa propre remise en cause.

b - en évaluant les possibilités de réagir dans le cadre de l'application de la réforme (détérioration du service public) ; pour cela il doit :

- riposter violemment ; il ne veut pas donner l'impression de lâcher : occupation de la fac de Droit par les flics puis fermeture, répression violente des manifestations (nombreuses arrestations mais peu d'inculpations) cf. l'attitude provocatrice de Sparfel durant les examens en Lettres.

- refuser de négocier sur les cours de rattrapage, le contrôle pédagogique, voire la non-validation des trois premières années de Droit.

- employer au niveau local les armes les plus caducques les moins adéquates (par exemple, le conseil de Discipline) ceci en opposition avec la logique technocratique.

2) Le corps enseignant.

a montré de façon très explicite un clivage politique entre :

a - Ceux qui ont choisi de faire carrière dans l'Institution et qui en général servent de base objective au PC (on y retrouve les profs titulaires). Ils se voilent les yeux pour ne pas voir qu'à terme ils sont condamnés par la réforme. Après une première prise de position contre la réforme, ils ne pûrent accepter d'être mis en cause par les étudiants. Ils ne peuvent supporter d'être une "banlieue" et préfèrent une perte de pouvoir venant d'en haut et qui maintient leur apparence, plutôt que la critique des étudiants (loubards) qui met trop en lumière cette perte de pouvoir. Ils se mettent souvent en position de négociateurs entre les étudiants et le pouvoir. Ils

9) ECOLE

ne peuvent tolérer toute action ne rentrant pas dans leur schéma qui ne devient alors qu'une action minoritaire et/ou provocatrice (cf. tract SNESUP-SGEN Lettres).

b - Ceux qui, devant l'impossibilité d'une carrière universitaire (accès à un pouvoir qu'ils convoitaient) ont fourni au mouvement étudiant même sous ses formes les plus radicales sa seule base de soutien objective.

C) LES ACQUIS DE LA LUTTE

LE niveau local ne s'occupe pas de ce qui se passe au niveau national, mais il est entièrement subordonné par lui.

- Le mouvement a dépassé certaines limites et est allé plus loin qu'on pouvait le prévoir au départ. On peut souligner par exemple, le succès des propositions de boycott qui n'ont pas été reprises à cause du manque de perspectives nationales. La perte de légitimité de l'institution impliquant à la fois : - l'absence de monde pour la défendre - une grève longue et le boycott.)

- Cassée sur le plan national, la lutte a changé localement. Le problème des examens est alors apparu ; examens qu'il a fallu négocier avec les représentants locaux du pouvoir politique. Pouvait-on alors parler de lutte de type syndical, voire de lutte syndicale pure et simple ? (cf. le point sur les syndicats dans les perspectives.) Non, Car obtenir la garantie de validation de l'année avec une réduction des semaines de rattrapage (4 au lieu de 6) doit être considéré comme un résultat positif vu l'échec national et la volonté de répression du pouvoir. Cette garantie ménage de plus, une reprise des luttes ultérieurement.

- Pour la première fois, un mouvement étudiant est mené de bout en bout par les étudiants, avec la volonté de le mener à bien en sachant qu'à un moment donné il faudra négocier (Ceci malgré un certain nombre de carences au niveau de l'organisation et de la coordination). Point important en rupture avec les grèves précédentes, rupture avec les organisations telles que LCR, HR, OCR.

D) LE MOUVEMENT ET LES ORGANISATIONS POLITIQUES

Très rapidement un clivage est apparu avec les organisations réformistes qui ont très vite lâché le mouvement qu'elles ne comprenaient pas et qu'elles n'étaient pas à même de contrôler/diriger (cf. tract de l'UNEF-Renouveau contre les meneurs, les provocateurs, irresponsables).

L'Extrême-gauche organisée s'est contentée d'un rôle plus effacé à la base du mouve-

ment (en particulier en Droit où elle n'est pratiquement pas apparue en tant que telle) Incapable de faire des propositions concrètes face à la stratégie du pouvoir ou de l'union de la gauche, voyant que le discours qu'elle pouvait tenir en A.G. n'était pas reçu par les étudiants, elle a tenté de prendre la direction du mouvement en intervenant massivement lors des intersyndicales en décembre ou lors des coordinations nationales d'avril et mai.

Le mouvement a été en rupture par rapport aux groupuscules d'extrême-gauche :

- en décembre dans les discours tenus dans les A.G.,
- en avril, dans le discours, mais surtout parce que l'extrême-gauche organisée n'a apporté aucune réponse aux problèmes posés par la réforme qu'elle a été incapable d'analyser.

E) L'EXPRESSION POLITIQUE ET LE MOUVEMENT

Lors des grèves qui se sont déroulées en décembre, janvier, avril-mai, les étudiants ont pris conscience du rôle de la gauche et de la droite.

- En décembre-janvier, il y a eu perte des illusions sur la gauche réformiste concrétisée par Colliard (Prof et membre du Bureau National du PS) ou Rossinyol, et qui défendaient l'institution en faisant la politique du pouvoir.
- En avril-mai, la grève a eu lieu contre les projets de la droite : contre le Secrétariat d'Etat, puis contre Sparfel (Président de l'université et... des républicains Indépendants de Loire-Atlantique).

LES ETUDIANTS ont été amenés à se poser un certain nombre de questions qui n'ont pas fait l'objet de débats en A.G. Face à la perte de crédibilité de l'Union de la Gauche, à la quasi absence de propositions de la part des organisations d'extrême-gauche, le mouvement étudiant n'a pas été capable de se donner une expression propre. Il ne s'agit pas de regretter l'absence d'une ligne politique globale exprimée dans un discours totalisateur incompréhensible pour les non-initiés et plaqué sur la réalité, mais de regretter l'absence d'explications de la signification politique des mots d'ordre ou des propositions avancées lors des A.G. (par exemple : examen collectif, dont la signification politique a échappé à beaucoup d'étudiants). D'autre part, le mouvement étudiant n'a pas été capable de poser et encore moins de résoudre ses problèmes internes, et en premier lieu celui



du rôle de l'Université, ce qui lui aurait permis de définir clairement ce contre quoi il se battait et les perspectives qu'il pouvait avancer. Ceci explique :

1 - L'échec de la liaison avec l'extérieur (pour l'ensemble du mouvement, mises à part quelques exceptions comme Strasbourg,) dont l'importance politique n'a pas été vue par les étudiants.

2 - l'importance du mouvement lorsque celui-ci trouve un point de focalisation - Rossinyol en décembre- Sparfel qui a failli devenir le Rossinyol du mois de mai (!) lors de la fermeture de droit.

On assiste à un écart entre la tribune des A.G. et les étudiants qui n'ont pas la même réflexion politique ; cet écart est source d'une incompréhension réciproque.

L'absence d'analyse politique présente le risque :

1 - de limiter les acquis du mouvement étudiant à une lutte ponctuelle, sur des points précis tels que : l'autoritarisme sans en comprendre la portée politique.

2 - De présenter les acquis en termes négatifs ; on ne voit plus d'avenir ni à droite, ni à gauche ; on ne comprend pas ce qui nous arrive et on sauve sa peau (on veut vivre).

La masse étudiante risque alors de servir de base de manoeuvre à la droite sinon l'extrême-droite (cf. ce qui se passe en Lettres pour les examens où les étudiants aspirent de plus en plus à l'Ordre, qui ne devient alors le seul moyen d'assurer leur promotion sociale.

F) PERSPECTIVES

1) Quelques questions.

- Pourquoi l'Université a-t-elle une tendance politique qui s'est exprimée à un moment donné dans le gauchisme ?
- Sur quel terrain le mouvement étudiant

va-t-il se battre maintenant ? Comment peut-il évoluer ?

A notre avis, le mouvement étudiant peut exister en dehors des luttes syndicales.

Celles-ci ne peuvent lever les ambiguïtés du mouvement étudiant par rapport à la lutte des classes. Dans un système en crise, le mouvement étudiant a des potentialités. Face à la politique du pouvoir, peut-il les assumer dans une position strictement syndicale ?

2) Problème de l'Organisation.

- Problème de la démocratie dans les A.G. : on s'est aperçu que les propositions reprises par les A.G. étaient souvent celles faites par les groupes inorganisés formellement mais de fait, ayant une existence antérieure dans le milieu étudiant : en Droit, cette tendance était issue des comités de base, le comité de base étant une structure existant en dehors des périodes de lutte mais permettant une prise en charge du mouvement au moment du conflit ouvert.

- Comment répondre aux problèmes universitaires ? (Réforme, syndicalisme, cours, prof)

- Comment développer à partir de ces organisations à la base une coordination au plan national ?

- Comment coordonner les luttes des différents secteurs, et trouver une expression politique ainsi que des formes d'action universitaires

- Comment trouver une expression politique anticapitaliste et des formes d'action qui ne se limitent pas aux problèmes internes à l'institution universitaire ?

L'Assemblée Permanente des Inorganisés Concertés.

LA RÉPRESSION SE PRÉCISE

MERCREDI MATIN A LA FAC DE LETTRES : EXAMEN

et, DURAND, Doyen de la Fac, et MAVRO CORDATO, Professeur en Lettres (dont les contacts avec l'Extrême-Droite Nantaise sont bien connus des étudiants) contrôlent l'entrée des examens. Puis, ces 3 individus surveillent l'examen alors que ce travail est normalement dévolu aux enseignants de la matière (ici, latin).

Sparfel, se dirige alors vers un étudiant dont la tête ne lui était pas inconnue et commence à le provoquer : "Alors, tu passes ton examen, tu étais pourtant contre. Je suis un flic, tu l'as dit, alors pourquoi acceptes-tu de passer l'examen sous ma surveillance ?" Pas de réaction de l'étudiant. Sparfel continue sur le même ton, puis devant le calme du candidat, il le prend au col et commence à le secouer, aidé par ses deux sbires. L'étudiant perd son sang-froid et proteste. Sparfel : - "Voilà ce que je voulais, je note ton nom sur mon carnet, tu feras partie du prochain conseil de Discipline". Ceci n'est que l'illustration de ce qui se passe depuis quelques jours à la Fac de Lettres, Sparfel toujours présent provoque les étudiants afin d'avoir des motifs pour les mettre à la porte de l'Université, d'effectuer le grand nettoyage des facs, tout en installant des vigiles en permanence. Un étudiant a reçu sa convocation pour le 4/07 pour le C.D., pour des faits qui se sont déroulés pendant la grève. Les autorités universitaires réutilisent une structure disciplinaire entrée en désuétude depuis 68. Cela illustre bien le cours nouveau que prend la répression dans les Facs !

Corr. A.P.L.

CFDT. ENSEIGNEMENT PRIVÉ.

LA GRÈVE DU 15 JUIN

400 DANS LE JARDIN

A l'appel de la CFDT, un grand nombre d'établissements furent "perturbés" par le mouvement de grève du mardi 15 juin.

L'après midi environ 400 personnes envahissaient le jardin de l'UDOGEC (Union Départementale des Organismes de Gestion de l'Enseignement Catholique) rue Clémenceau. Bien sûr, tous les bureaux étaient fermés, mais les travailleurs présents votèrent à l'unanimité une motion de revendications, remise ensuite à l'UDOGEC.

(Voir motion ci-jointe).

Mercredi aura lieu une conférence de presse sur les cas de répression patronale à l'intérieur de l'enseignement privé.

Nous en reparlerons.

Correspondance A.P.L.

MOTION

Les travailleurs de l'Enseignement Privé en grève le 15/06/76 à l'appel de la CFDT :

DENONCENT : L'attitude des responsables de

l'Enseignement Privé qui consiste à utiliser toutes sortes de moyens pour éviter de réelles négociations. (...)

REAFFIRMATION

Les exigences portées dans la motion votée lors de l'A.G. du 21/02/76, à savoir, POUR TOUTES LES CATEGORIES DE PERSONNEL :

- Uniformisation immédiate des taux de retraite à 6,40% et fixation d'un calendrier pour le passage à 8,40%.
- Généralisation d'un système de Prévoyance Collective.
- Possibilité d'une pré-retraite à 60 ans.
- Application des droits syndicaux. (...)

EN CONSEQUENCE :

Ils décident de continuer de défendre ces revendications pour que, dès la rentrée de Septembre 76 l'ensemble des travailleurs de l'Enseignement Privé puisse être mobilisé, dans l'unité la plus large possible des organisations syndicales. Ceci étant, la CFDT prendra ses responsabilités, seule, s'il le faut, pour s'opposer à l'offensive patronale.

PAYSANS

PLUS DE 2000 PERSONNES

Grand pique-nique familial au bois aux moines pour soutenir les Mouillés. Pour un grand nombre d'entre eux, ouvriers comme paysans, il s'agissait d'une première prise de contact avec ce cas concret. C'est la preuve que le soutien aux Mouillés s'élargit sans cesse.

Après le pique-nique, des interventions de la FDSEA et des PT présentant des problèmes fonciers analogues sur bien des points avec celui-ci.

-Remouillé, St Philbert, Aigrefeuille, La Boissière (Richard en M-L), le Breil-Malville

De leur côté, les ouvriers exprimèrent les motifs de leur soutien aux luttes paysannes :

Même lutte pour le droit au travail, pour le pouvoir d'achat, pour le pouvoir sur leur travail.

Parmi les ouvriers on notait : les sections locales de Ste Pazanne et de Pornic de la fédération générale d'Agriculture CFDT ; la section CGT de Tréfimétaux ; des militants syndicaux de Saunier Duval ; le Mrjc.

des paysans, des gens se mobilisent contre l'implantation de routes contre une centrale nucléaire. Comment en arriver à une forte mobilisation et prendre le pouvoir sur le Foncier ? Telles ont été les problèmes posés par la journée et le forum.

AU BOIS AUX MOINES

(CHEIX EN RETZ)

Ce rassemblement populaire est une étape nouvelle, d'abord pour les fermiers menacés qui voient leur soutien renforcé, ensuite pour tous ceux qui sont menacés dans leur emploi et dans leur revenu par le pouvoir de l'argent : une telle journée montre la détermination des gens à ne pas se laisser grignoter leurs droits par le pouvoir et par les patrons

UNE MAISON BOURGEOISE

Des panneaux étaient présentés sur toute la lutte des Mouillés depuis plus d'un an

Un panneau présentait des photos de ce que sont devenus 2 champs que Rondineau le propriétaire a repris :

- Un champ en friche dans lequel pousse 4 vaches (à qui les vaches)
- Une maison bourgeoise sur $\frac{1}{2}$ hectare
- Un lotissement

Un forum a été organisé sur le thème : Ouvrier-paysan quel combat commun est-il possible ?

Puis un essai de discussion sur le thème : le problème du foncier n'est pas le problème que

125 personnes à Coueron
 150 personnes au Pellerin
 3 ou 4 bateaux - plus de bac pendant 2h.

NON A LA CENTRALE NUCLEAIRE NUCLEAIRE = SOCIÉTÉ POLICIÈRE

Manifestation des habitants de Coueron et du Pellerin contre la centrale nucléaire dont le site est prévu sur la commune du Pellerin (350 Ha pour l'instant)

Des paysans avec leurs tracteurs barre la sortie du bac.

Des pêcheurs font la jonction entre les deux manifs n'ayant pu barrer la Loire.

Vers 17 h 30, 8 tracteurs et remorques partent en manif dans le Pellerin. Et de l'autre côté vers Couéron.

Passage clameur devant chez le maire et docteur et grande propriété.

La manif continue appelant personnellement des gens à rejoindre la manif.

Très bonne réaction de la population, on a même droit à des bouteilles de vin.

Manifestation très familiale qui regroupaient presque uniquement des habitants du Pellerin, paysans en majorité.

" LE SITE DU PELLERIN A ÉTÉ RETENU POUR UNE CENTRALE NUCLEAIRE "

Le monde des 13-14 Juin 76 "

Le choix du site serait donc fait au niveau national avant les décisions des conseils régionaux du pays de Loire qui se réunissent à Nantes les 22 Juin et 2 juillet.

Les élus régionaux et notamment M. Chauty, maire de St Herblain, "représentant de commerce de E.D.F." ont jusqu'ici voulu rassurer les populations en disant: "le Pellerin n'est qu'un site envisagé parmi d'autres."

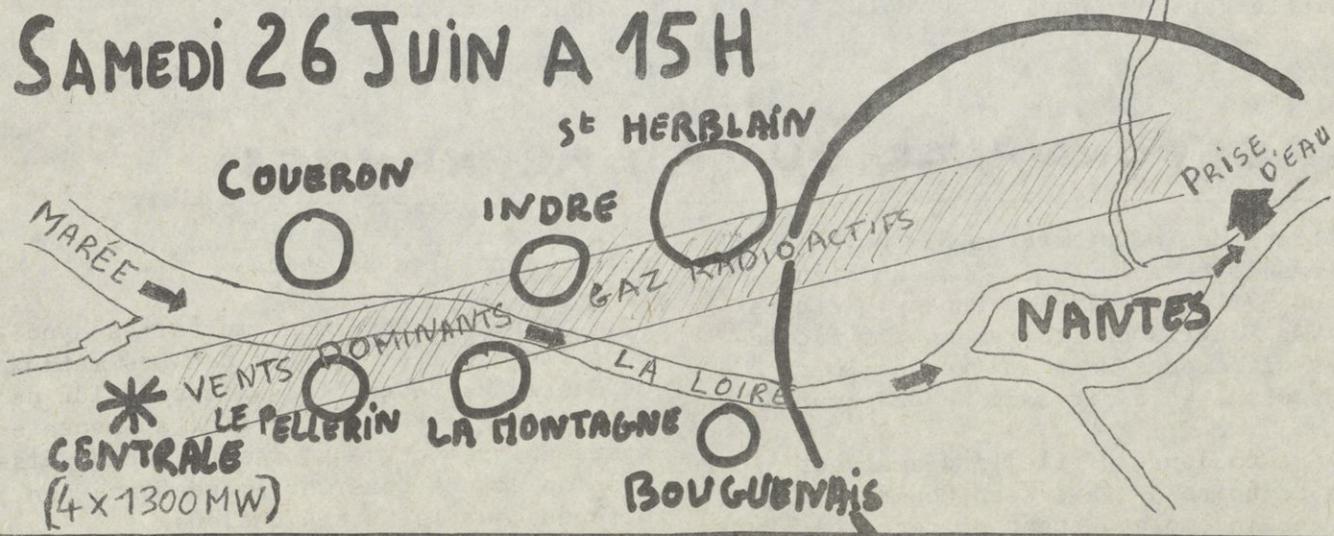
REFUSONS LES DECISIONS DES TECHNOCRATES.

CRIN.

Comité de défense de l'environnement des
 Pays de Loire

APPEL ↓

RASSEMBLEMENT NANTES : PLACE DE LA PETITE HOLLANDE SAMEDI 26 JUIN A 15H



LE CONGRES CFDT

À TRAVERS L'UNION RÉGIONALE PAYS DE LOIRE

AUTOCRITIQUE A.P.L.

Nous n'avons pas publié, il y a 15 jours, le papier d'un militant ouvrier, correspondant régulier de l'APL sur une usine nantaise, militant d'extrême gauche, à propos du congrès national de la CFDT.

Nous ne l'avons pas fait, surtout pour 2 raisons: 1) Il s'agissait, à nos yeux, plus d'une synthèse politique, d'un article "d'opinion" que d'un témoignage direct de lutte.

2) Le contenu du papier qui tentait, quelles qu'aient été les intentions de l'auteur, à privilégier l'opposition Maire-Bureau Confédéral d'un côté, militants d'extrême gauche de l'autre. (Le positif du congrès, de l'avis très général, étant que justement l'isolement des "coucou-gauchistes" a été évité, une très large opposition de gauche s'étant manifestée.)

L'attitude de l'APL, discutée le vendredi soir dans la hâte, pas très collectivement, mal répercutée au camarade, a suscité son indignation. Indignation d'avoir travaillé pour des prunes, des heures durant, pour faire un papier que nous lui avons demandé! Indignation contre la "censure", etc...

BUREAUCRATIE

Nous portons c'est clair une sérieuse responsabilité. Le problème n'est pas une volonté sectaire de censure de notre part: il s'agit plutôt, pour nous, de remettre en cause le rapport assez formel, assez bureaucratique, que l'apl entretient actuellement avec ses correspondants spécialement ouvriers: un de nous voit le gars de temps à autre, lui

demande un papier sur çà ou çà, sans plus de précision. Il n'y a pas discussion, confrontation, dialogue avec lui. Et dans l'équipe, nous ne discutons pas collectivement des questions à poser.

NON À LA DÉMAGOGIE

Or le développement de l'apl nous interdit de poser de façon simpliste voire démagogique, le problème des correspondants ouvriers (et des autres d'ailleurs)

Un point est établi: les 4/5 des papiers passent sans histoire après que nous ayons jeté un coup d'oeil dessus.

Les autres nous mettent en face de notre responsabilité politique propre, de choix à faire qu'on ne peut esquiver, (il s'agit alors d'analyses de synthèses politiques, toujours plus ou moins imbriquées dans les récits de lutte.)

SOLUTION ?

Rien d'autres à l'heure actuelle, qu'un effort plus grand pour améliorer et rendre plus nombreuses les discussions dans l'équipe. Et surtout, pour faire participer de plus près à l'ensemble de notre travail un maximum de correspondants qui, s'ils ne peuvent participer à chaque réunion, travaillent en fait régulièrement avec nous.

UN AUTRE TEXTE

Dans cet esprit, nous avons revu le "camarade-censuré", nous avons discuté et mis d'accord à plus de 60%. Nous publions cette semaine, un autre texte, du même correspondant, abordant le congrès CFDT sous un autre angle.

NOTE A.P.L.

CORRESPONDANCE OUVRIÈRE NANTES

Les Pays de Loire (Mayenne, Sarthe, Maine et Loire, Vendée) Loire atlantique) étaient bien représentés au 37^e Congrès CFDT à Annecy. Quelques 150 délégués. Au Congrès on les remarquait facilement avec les différents drapeaux (Vendée, Loire Atlantique), seuls à en avoir avec le drapeau breton.

Il est toujours difficile d'analyser la CFDT Pays de Loire à travers un Congrès et c'est forcément incomplet. Cependant certains

points sont significatifs.

À propos des amendements: les syndicats les discutaient très peu. Les métaux de Nantes parce qu'ils avaient décidé de voter pour la résolution générale votaient systématiquement, sans presque aucune discussion contre tous les amendements non défendus par le bureau national.

Motion d'exclusion de l'ambassadeur US. Beaucoup de syndicats ont voté contre l'exclusion de l'ambassadeur US par peur du bordel, des "gauchistes", et pour ne pas déplaire au BN et le remettre en cause, MEME S ILS TROUVAIENT QUE LE BN N'AVAIT EU TORT. Certains faisaient du chantage en disant: "Si on exclut les USA, toutes les délégations vont s'en aller". (On voyait mal les syndicats espagnols, chiliens ou portugais quitter le Congrès en soutien aux USA.

LA VENDÉE...

Cependant tous les Pays de Loire ne sont pas unifiés. En Vendée, ou la CFDT est jeune et ou les jeunes se radicalisent très vite, sensibles aux nouvelles formes de lutte, aux idées révolutionnaires, certains délégués étaient en désaccord avec le BN, discutaient entre eux des amendements et n'hésitaient pas à voter en opposition à l'avis des permanents. - D'autres syndicats partageaient les mandats, comme les Communistes de Loire Atlantique.

LA CFDT DES PAYS DE LOIRE N'A PAS BEAUCOUP CHANGÉ !

Peu de délégués de l'opposition étaient présents au Congrès, on peut estimer 10 ou 15 % environ (40 % au niveau national).

La CFDT des Pays de Loire reste très peu perméable aux Comités de Grève, aux Comités ou Syndicats de soldats, à l'hégémonie des travailleurs, à la remise en cause de l'UCG (Union Confédérale des Cadres) questions sur lesquelles l'opposition a obtenu jusqu'à 40 % des voix.

QUAND LES PERMANENTS DISCUTENT DES GAUCHISTES, CHUT..

Au retour une longue discussion a eu lieu entre permanents sur les "gauchistes" a eu dans le train, discussion à laquelle nous n'avons pas assisté.

Car si l'opposition dans les Pays de Loire n'est pas très forte, et était très peu présente au Congrès, elle existe quand même et fait de plus en plus ses preuves vis à vis des masses et dans l'organisation des travailleurs.

Et c'est bien cela qui tracasse la "droite" de la CFDT. Comment empêcher l'opposition de s'exprimer? La lourdeur des appareils, les petites sections, ou souvent militent des révolutionnaires, sections qui n'ont pas assez de poids dans le syndicat (Un syndicat est généralement composé de plusieurs sections), et AUSSI LES MAGOUILLES DES BUREAUCRATES ont bien aidé ceux-ci pour empêcher au maximum l'expression de l'opposition.

(PRECISION: Entendre par opposition ceux que l'on retrouve dans les 40 % qui ont voté les amendements au Congrès), cse 40 % sont composés de 20 % de révolutionnaires et de 20 % allant des révolutionnaires jusqu'à une partie des CERES ainsi que le PC.

EHORS!

1 - la Famille Eon est expulsée par huissier

2 - Vente judiciaire des bestiaux - Cent paysans empêchent la vente!

3 - Pour résoudre le problème, installation sauvage de nouveaux exploitants

4 - Bébé

La Ferme maintenant

Que s'est-il passé depuis? Et les terres? Des parts ont été achetées (création du GFA) mais pas suffisamment. Une part 100F Il reste donc un problème financier

COMITÉ de SOUTIEN EON-FOUCAUD

Pique-Nique, discussion, Dimanche 4 Juillet 10h30 Beaulieu (Savenay)

50 FOYERS SONACOTRA EN GRÈVE DE LOYERS DEPUIS 17 MOIS. MEETING - DÉBAT DE SOUTIEN :

« LA PAROLE AUX TRAVAILLEURS IMMIGRÉS »
 « DU COMITÉ DE COORDINATION »

Des délégués de Paris expliqueront la lutte, les conditions intolérables de logement et d'exploitation qu'ils y subissent, le type d'organisation qu'ils se sont donnés pour gagner le soutien qu'ils espèrent. Et cela avec l'aide d'un montage diapositives. - Le Comité de Soutien de Rennes viendra expliquer le travail qu'il a accompli :

Vendredi 25 Juin
20h30. M. J. Dervallières

Le Comité Place invite toutes les organisations et travailleurs se sentant concernés à envoyer de nombreux messages de soutien. (Adresser à Librairie 71-29 rue Jean Jaures Mention Comité Place-Meeting Sonacotra.

FRANÇAIS-IMMIGRÉS :
UNE SEULE CLASSE
OUVRIÈRE !

SONACOTRA
CÈDERA !

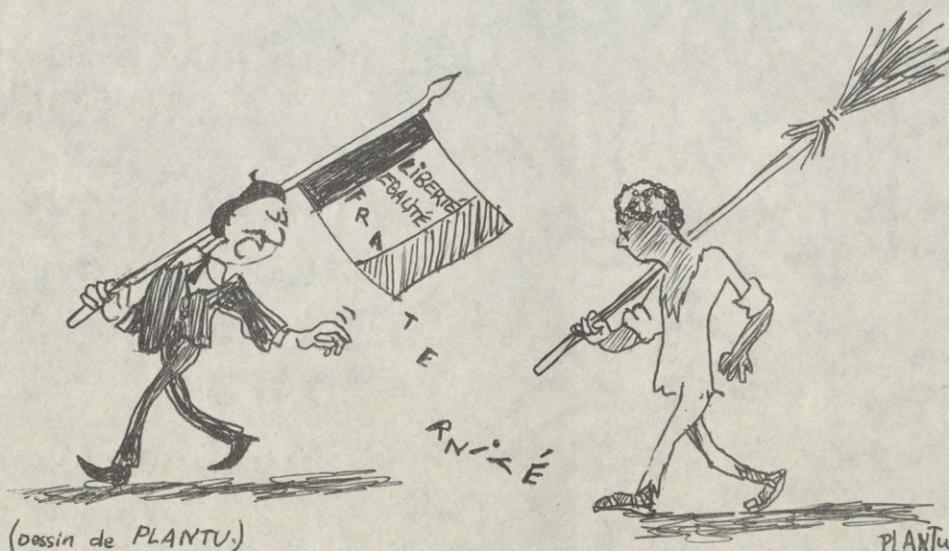
Pour éviter toute confusion et toute manipulation, ce soutien doit s'inscrire dans les conditions élaborées par le Comité de Coordination et des Comités de résidents comme seuls représentants légitimes des Foyers Sonacotra :

- Non ingérence dans les affaires du comité de coordination et des comités de résidents.
 - Et comme il sera probablement décidé à l'issue de ce meeting d'appeler à la Constitution d'un comité de soutien, précisons que :

"celui-ci devra se donner pour tâche de briser le mur du silence et d'élargir le mouvement de soutien sur les seules bases de la plate-forme de revendication. - Il devra être un comité de masse, ouvert à tous ceux concernés, il ne doit absolument pas être un cartel d'organisations poursuivant chacun sa politique. Il doit travailler en coordination avec le comité de résidents en entier et sous sa direction pour l'aboutissement de la lutte conduite par le seul comité de coordination

Comité Place

TRAVAILLEURS
FRANÇAIS IMMIGRÉS :
MÊMES DROITS !



(dessin de PLANTU)

PLANTU

PLATE-FORME REVENDICATIVE

L'ensemble des Foyers SONACOTRA en coordination prennent des décisions communes sur chaque point.

Le Comité de Coordination est indépendant de tout parti politique et de toute organisation syndicale.

Le Comité rejette toute négociation foyer par foyer avec la Sonacotra.

Le Comité de Coordination rejette toute responsabilité dans le retard des paiements de loyers étant donné que c'est la Sonacotra qui retarde les négociations.

Le Comité réclame le retour immédiat des 18 camarades expulsés dans leur pays d'origine, et l'arrêt immédiat de toute procédure judiciaire contre les délégués et les résidents.

NOUS RECLAMONS:

- 1-La reconnaissance par écrit du Comité de Coordination et des Comités de résidents de chaque foyer.
- 2-Pour tous les foyers SONACOTRA: que le tarif actuel soit réduit de 100 F et bloqué.
- 3-Le changement du règlement intérieur, et la reconnaissance par la SONACOTRA, et par écrit, des points suivants:

- droit de visite 24 heures sur 24, sans différence de sexe.
- droit de réunion et libre expression.
- droit de passer des films avec débats libres et autres activités culturelles.
- droit à un tableau d'affichage libre à la disposition des locataires.

- interdiction à tout individu de pénétrer dans les chambres sans l'accord ou la présence du locataire, ou du comité en cas de problème grave.
- pas d'expulsion de locataire sans l'accord du comité des résidents.
- affichage des chambres vides et attribution au premier demandeur et non à la tête du client.

- assimilation du statut de résident à celui de locataire ou reconnaissance du statut du locataire.
- changement de tous les anciens gérants et remplacement par des concierges;
- le budget d'animation doit être porté à la connaissance des résidents par affichage et géré avec la collaboration du comité des résidents.
- les bénéfices du bar doivent être intégrés dans le budget d'animation.

- 4-Les propres revendications de chaque foyer....

CETTE PLATE FORME REVENDICATIVE EST APPROUVEE A L UNANIMITE

BRETONS

FETE DU PEUPLE BRETON A LANGOLVAS 26-27 Juin

* le Samedi 26 juin à 20h:

Spectacle Fest-Noz avec : An Triskell
Paco Ibanez, Gilles Servat, Diaouled
Ar Menez, Bleili Ruz, Chanteurs de
Brasparts, Sonneurs Madec et Irvoas

Prix d'entrée: 25 Fr

Un car partira de Nantes le Samedi à 13h Place de la Petête Hollande. Retour à 20h de Morlaix
Prix de la place: 40 Fr. Réservation Librairie 71 rue J. Jaures, Café de la Loire Bd Victor Hugo, près du passage à nouveau.

* le Dimanche 27 juin à partir de 10h:

Kermesse
11h: Kevrenn Brest St Marc
12h: Restaurant cabaret
16h30: Glenmor puis un Fest-Diez avec:
Pilhaourien, Kanerien An Noz, sonneurs
et chanteurs Entrée gratuite

BASQUES INTERNÉS À L'ILE D'YEU (suite)

« EST-CE QUE LA RÉPRESSION VOUS INQUIÈTE ? »

Le mardi 15 juin, le Comité d'Entraide aux basques appelait à une réunion à la Fraternité protestante, total: 11 personnes. Lors de la manifestation à Fromentine le samedi 29 mai, il n'y avait que 80 personnes et non 150 comme on a pu l'annoncer. D'autre part il n'y a jamais eu cet important mouvement de solidarité pendant plusieurs semaines et dans toute la France comme l'indique la presse locale du 10 juin dernier, mais seulement quelques personnes qui localement essaient de faire quelque chose.

Il faut que cesse l'hypocrisie qui plane au-dessus des comités de soutien, et plus particulièrement sur l'affaire des Basques.

A la 1ère réunion pour les Basques, 6 personnes seulement étaient présentes. A la seconde, grâce aux efforts de quelques individus (lettres sur lettres aux organisations...) 13 organisations vinrent s'informer et signèrent le premier tract d'appel à la solidarité. Mais, en fait, sur ces 13 organisations politiques, syndicales et culturelles, 4 seulement ne se contentèrent pas d'apposer leur sigle au bas d'un stencil. Il s'agit de l'Humanité Rouge, la Ligue Communiste Révolutionnaire, la Fédération Anarchiste, la Confédération Nationale du Travail. Et aujourd'hui il ne reste que ces quatre organisations à continuer et à participer au Comité.

Pourquoi cette démobilisation ? Est-ce à cause du caractère particulier des luttes basques, est-ce un désaccord vis à vis des luttes autonomistes ? Alors pourquoi l'UDB au meeting de Bouguenais le samedi 15 mai, demandait que cessent les parlottes et que l'on passe à l'action pour sortir les Basques de leur situation ; pourquoi les 3

autres organisations culturelles bretonnes se sont-elles retirées comme l'UDB ? Et puis de toutes façons, lorsqu'il s'agit de se mobiliser face à la répression, face aux violations des libertés fondamentales, face à l'arbitraire d'un gouvernement qui se durcit, ne doit-on pas laisser de côté les différences qui nous séparent avec les idées et les luttes que défendent les victimes de l'injustice que nous devons soutenir.

PUBLICITÉ ?

Certes, si certaines organisations viennent participer à un comité de soutien pour se faire de la publicité, parce qu'un comité peut être intéressant pour y faire passer ses idées, un moyen de propagande, et à la limite un moyen de recrutement, elles ne pouvaient être que déçues. Et nous ne pouvons pas regretter le fait qu'elles se soient retirées.

Cependant, nous ne pouvons pas conclure gratuitement sur le manque d'honnêteté et de sincérité de ces organisations. Et j'espère personnellement, que les 9 organisations qui se sentent visées par mes critiques, répondront par le biais de l'A.P.L. Mon souci n'est pas de polémiquer, mais de lancer un débat entre organisations et individus sur la montée de la répression et sur l'absence ou les carences de la mobilisations des forces solidaires face à la répression. Si nous laissons faire sans broncher cette affaire des Basques, si nous laissons le gouvernement rétablir la déportation politique sans même rien dire, quand allons-nous réagir face au terrorisme des gouvernements ? Quand les stades seront gardés par l'Armée, et que nous serons dedans parqués, est-ce qu'on pourra enfin ne plus se révolter seul ?

Xavier Doizy.

AFRIQUE DU SUD

L'Afrique du Sud revient malheureusement à la une de l'actualité. Cette semaine, une manifestation de plusieurs milliers d'étudiants noirs (accompagnés d'une centaine d'étudiants blancs) qui réclamaient la liberté d'apprendre leur langue à l'école, et non l'Afrikaans (langue imposée par les anciens colons portugais et maintenant par leurs descendants blancs) a été sauvagement dispersée par la police : SOIXANTE MORTS ET PLUSIEURS CENTAINES DE BLESSES.

La révolte gronde parmi le peuple noir sud-africain. / ...

Le 26 juin, dans toute la France, il y aura une campagne d'information sur l'Afrique du Sud et la Namibie, à l'initiative des Comités anti-Outspan.

Nous nous devons de dénoncer les conditions d'esclavage auxquelles sont réduits les noirs de ces deux pays, avec en plus le problème de l'indépendance vis-à-vis de l'Afrique du Sud pour la Namibie.

Nous nous devons de dénoncer aussi la coopération de plus en plus étroite entre les gouvernements français et sud-africains tant sur le plan de l'armement (sous-mains, etc...), du nucléaire (2 centrales...) que des biens de consommation courante (oranges).

Plus nombreux sont les groupes financiers français qui ont investi en Afrique du Sud

pour pouvoir profiter de l'exploitation des noirs sur place.

Ceux qui ont déjà vu le film "La dernière tombe à Dimbaza" (passé récemment à Nantes) ont pu constater les conditions de vie inhumaines des noirs là-bas.

A Nantes, un comité Anti-Outspan s'est constitué ; un premier travail d'information a été entrepris : distribution de tracts dans les supermarchés, collage d'affiches dans les quartiers populaires.

Le film "La fin du Dialogue" sera projeté et suivi d'un débat le jeudi 24 juin à la salle Jean Macé, le 25 juin à la M.J. de Rezé, le 26 juin au Centre social des Bernadières à Bellevue.

Ce film de 45 mn, tourné clandestinement en Afrique du Sud par l'ANC (mouvement de Libération) présente de manière excellente l'oppression des travailleurs noirs.

Comité Nantais Anti-Outspan
9, rue des Hauts Pavés
Nantes.

ARMEE

Un poème pour la REUNION

Nous avons reçu ce poème de Daniel Hoareau, incarcéré à Rennes (pour 2 ans) pour refus d'obéissance. Daniel est réunionnais et son incarcération ainsi que ce poème nous rappelle la situation coloniale, dont nous sommes complices par notre indifférence, dans les départements et territoires d'Outre-mer

Ecrivez-lui: Daniel Hoareau
Maison d'Arret
56, Bd Jacques Cartier
35 000 Rennes

REUNION !

De cette métropole et
Et de son monopole
Refuse le modèle
Analphabétisée tu n'en est pas moins vraie
De tes chaînes et des Blancs ton peuple
a survécu
Lèves toi désormais tu est identité
Un très beau jour est né des lieux où la
nuit fut !

Dévisagée, blessée
Des soutanes endiablées
Tu est réssuscitée
Protège bien ta langue et tes richesses
Car l'ennemi est là subtile à chaque messe
Entoure les du mur de l'insoumission
Préfère la prison aux traîtres tentations !

Révolution. Daniel.

Des membres du GIT de Nantes

